



REPERES 2004

La pénétration des technologies de l'information au Luxembourg

- Internet, PC, hauts débits, infrastructure
- Particuliers, entreprises
- Taux d'équipement, services et usages
- Luxembourg, Europe et Monde
- Initiatives IT du gouvernement
- Un regard sur les nouveaux pays membres de l'UE



Les données de cadrage économique	p. 03
Population	p. 03
Emploi	p. 05
Conjoncture	p. 07
Les infrastructures de télécommunications	p. 09
Les particuliers : l'équipement	p. 11
Ordinateurs	p. 11
Internet	p. 12
Haut débit	p. 14
Les particuliers : les usages	p. 16
Les services utilisés	p. 16
L'e-commerce	p. 18
La pénétration des NTIC dans les entreprises	p. 20
Les initiatives du gouvernement en faveur de la société de l'information	p. 23
L'Europe des 25 : mémento sur les nouveaux pays membres de l'UE	p. 28
Pour aller plus loin...	p. 33
Bibliographie et sources	p. 34

Pour des raisons de lisibilité dans les tableaux et graphiques, les noms des pays sont symbolisés par leur suffixe Internet.

Allemagne :	.de	Italie :	.it
Autriche :	.at	Japon :	.jp
Belgique :	.be	Lettonie :	.lv
Canada :	.ca	Lituanie :	.lt
Chypre :	.cy	Luxembourg :	.lu
Danemark :	.dk	Malte :	.mt
Espagne :	.es	Norvège :	.no
Estonie :	.ee	Pays-Bas :	.nl
Etats-Unis :	.us	Pologne :	.pl
Europe des 15 :	.eu15	Portugal :	.pt
Finlande :	.fi	République Tchèque :	.cz
France :	.fr	Slovaquie :	.sk
Grande-Bretagne :	.uk	Slovénie :	.si
Grèce :	.gr	Suède :	.se
Hongrie :	.hu	Suisse :	.ch
Irlande :	.ie		

De légères variations entre les données peuvent apparaître au fil des pages. Elles sont dues au choix des sources utilisées, qui n'adoptent pas toutes les mêmes méthodologies d'enquêtes ou de calcul. Ces variations restent cependant limitées.

Les données de cadrage économique

Ce chapitre présente les données macro-économiques, qui cadrent le contexte économique particulièrement favorable du pays. Ces indicateurs permettent de mettre en perspective ou de relativiser certaines données relatives à la pénétration des NTIC*. Pour plus d'informations sur la situation économique du Luxembourg, se reporter au site du Statec (www.statec.public.lu).

En bref

- **Population...**
451 600 habitants au 01/01/04
39% d'étrangers (175 000 résidents étrangers)
172 000 ménages, dont 60 000 étrangers
Grande Région : 11 millions d'habitants
- **Emploi...**
291 000 emplois, dont
170 000 occupés par des étrangers, dont
98 500 sont des frontaliers
7 700 fonctionnaires et agents des organismes internationaux
3 travailleurs sur 5 sont non luxembourgeois
taux de chômage : 4 % (mai 2004)
- **Conjoncture...**
PIB (2003) : 22,4 milliards d'euros.
PIB par habitant (2003) : 49 100 euros
Croissance du PIB en 2003 : 2,1 %
Taux d'inflation 2003 : 2,1 %
Budget 2003 de l'Etat : 6,3 milliards d'euros
Dettes publiques de l'Etat : 5,7 % du PIB

* nouvelles technologies de l'information et de la communication

© Statec, 2004

La population



**Une population qui croît à un rythme soutenu :
+ 30% entre 1970 et 2000**

Les étrangers sont le moteur de cette croissance, mais un ralentissement est à noter sur 2002 et 2003 pour cause d'une conjoncture moins favorable.

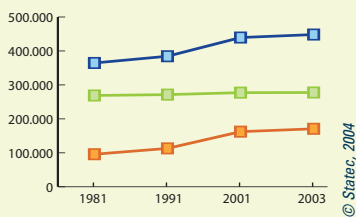
Immigration ralentie* :

**2000: 7,86 % 2002: 5,94 %
2001: 7,50 % 2003: 4,61 %**

* taux de migration net
(arrivées moins départs)

© Statec, 2004.

Croissance de la population (1981-2003)



■ Total ■ Luxembourgeois ■ Etrangers



Les données de cadrage économique

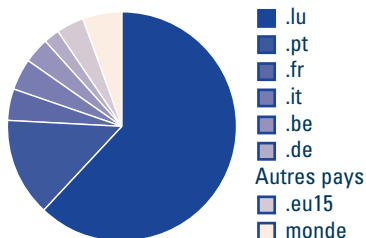
La population (suite)

Solde migratoire 2003

Portugais :	1 500
Français :	168
Yougoslaves :	156
Allemands :	150
Capverdiens :	128
10 nvx pays :	226
(dont Pologne :	78)
Total :	2 328

© Statec, 2004

Répartition de la population entre luxembourgeois et étrangers

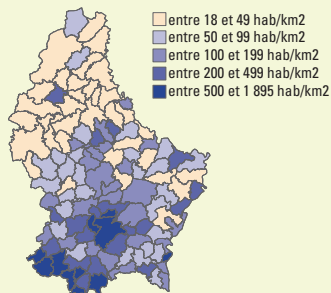


A l'exception de la Pologne, les échanges migratoires avec les nouveaux pays adhérents à l'UE sont pour l'instant restés modestes.



Une population surtout installée dans le Sud du pays

Luxembourg	78.300
Esch-sur-Alzette	27.600
Differdange	18.600
Dudelange	17.500
Pétange	17.500
Sanem	13.500
Hespérange	10.800
Bettembourg	9.200
Schifflange	7.900
Kayl	7.300
Ettelbruck	7.300



© Etat luxembourgeois, 2003. Source Statec 2002

La densité de population était de 170 hab./km² en 2001, contre 140 hab./km² vingt ans plus tôt.

Les projections à 50 ans du Statec ont abouti à une population de 700.000 habitants à l'horizon 2050 (soit un quasi doublement de la population). Mais même dans cette hypothèse (qui se base sur une variante haute et s'avère peu probable), le Luxembourg n'atteindrait pas la densité de la Sarre (417 hab./km²) ou d'agglomérations urbaines européennes.



Une population vieillissante, mais compensée par une forte immigration

Actifs (15-64 ans) :	67,1%
Enfants (0-14 ans) :	18,9%
3ème âge (65 et +) :	14% (+ 42,8 % entre 1970 et 2000)



Les données de cadrage économique

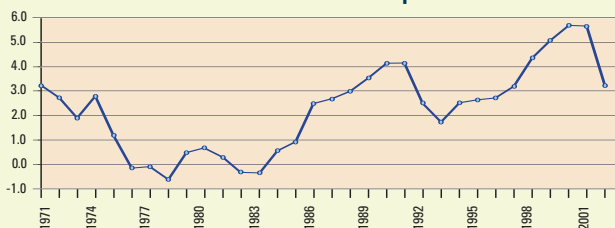
L'emploi

Coût salarial moyen par mois et par personne : 3 776 € en 2003
Croissance : + 1,9 % en 2003
Salaire social minimum (moyen) : 1 402,96 € (août 2003)
Dépenses de protection sociale : 16,6 % du PIB



Un dynamisme qui date du milieu des années 80 :
+ 3,4% de croissance moyenne annuelle de l'emploi entre 1986 et 2001...
... mais une croissance moindre depuis (2% en 2003)

Taux de croissance moyen annuel de l'emploi intérieur (en %). 1990-2000 : + 40% d'emplois



© Portrait économique et social (Stavec), 2003.



Un emploi intérieur orienté "services" : le secteur des services représente environ 75% de l'emploi total

Part des branches dans l'emploi total en 2003

	Lux	EU15
Activités financières, immobilier, location et services aux entreprises	28%	15%
Commerce, réparations automobile et d'articles domestiques, hôtels et restaurants, transports et communications	27%	26%
Administration publique, éducation, santé et action sociale, services collectifs, sociaux et personnels, services domestiques	22%	30%
Ensemble de l'industrie (excepté construction)	12%	18%
Construction	10%	7%
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	1%	4%

Sources: Stavec et Eurostat

En 2002, le Luxembourg montrait le taux d'indépendants le plus faible de la zone Euro avec 5,9 % (moy. EU: 15,8 %).

Les Luxembourgeois occupent (pour 40% d'entre eux) des postes dans l'administration publique ou parapublique, alors que les frontaliers sont actifs dans les services aux entreprises, l'industrie ou les services financiers. Le 1er employeur est de très loin l'Etat luxembourgeois (près de 20 000 emplois), suivi par Arcelor.



Les données de cadrage économique

L'emploi



Une demande de main d'œuvre satisfaite par les étrangers

Depuis les années 50, la main d'œuvre autochtone ne suffit pas à satisfaire la demande. Mais c'est surtout depuis une vingtaine d'années que la proportion de travailleurs étrangers a augmenté, avec l'arrivée massive (mais ralentie depuis 2001) des frontaliers.

35,5 % des emplois sont occupés par des luxembourgeois

27 % par des résidents étrangers

37,5 % par des frontaliers, qui viennent pour...

- 50 % de France
- 30 % de Belgique
- 20 % d'Allemagne

© Statec, 2004

La population active compte environ 200.000 personnes, réparties comme suit :

La population active en 2003

1. Emploi total intérieur	291.400
2. Frontaliers	98.500
3. Emploi national (1-2)	192.900
4. Chômeurs	7.600

Population active (3+4) 200.500

sources IGSS/CISS/STATEC, 2004

Ralentissement de la croissance de l'emploi frontalier :

2001 : + 11,4 %

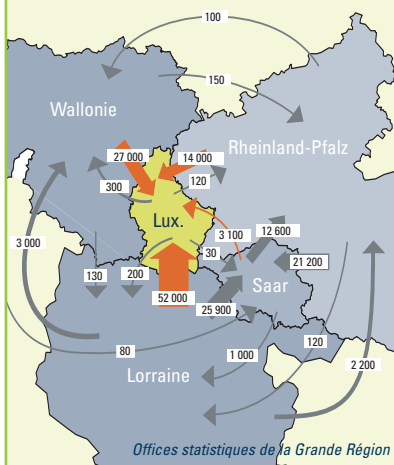
2002 : + 5,8 %

2003 : + 3,8 %

Mais les emplois nouvellement créés sont encore occupés aux 2/3 par des frontaliers.

© Statec, 2004

Flux migratoires des travailleurs dans la Grande Région, en 2001



Les données de cadrage économique

L'emploi



Un taux de chômage faible

4,3 % : taux de chômage en avril 2004 (Moy. EU : 8% en déc. 2003).

2 % : taux de croissance annuelle de l'emploi



Des coûts salariaux compétitifs

3ème place européenne pour le salaire horaire moyen (20,08 euros / heure).
Salaire social minimum mensuel brut (depuis le 01/08/2003) : 1 403 euros pour travailleurs non-qualifiés et 1 684 euros pour travailleurs qualifiés.

L'équilibre entre les salaires élevés et les charges sociales faibles permet d'aboutir à des coûts unitaires compétitifs comparativement aux pays limitrophes.

© Statec, 2004.

La conjoncture



Une croissance importante entre 1985 et 2000 et un ralentissement depuis 2001 ...

... mais reprise économique entamée en 2003

Le revenu national brut

- RNB/habitant : 34 000 SPA* (1er rang mondial)
- PIB/habitant : 52 000 Euros
(prévisions Statec, mai 2004)
- Croissance du PIB en 2003 : 2,1 %
(moyenne EU : 0,8%).

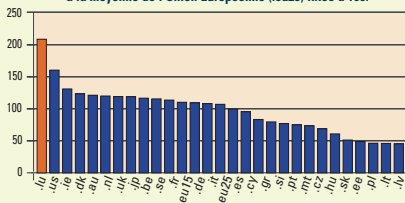


Au Luxembourg, le PIB est surestimé étant

donné le pourcentage élevé de travailleurs frontaliers dans l'emploi total (ils contribuent au PIB mais ne font pas partie de la population résidente). Idéalement, il vaudrait donc mieux baser les comparaisons sur le "Revenu national brut" (RNB) que sur le PIB. Toutefois, le PIB est la mesure de l'activité économique universellement reconnue et utilisée dans les comparaisons internationales.

PIB par habitant en SPA en 2003

L'indice de volume du PIB par habitant en SPA est exprimé par rapport à la moyenne de l'Union Européenne (.eu25) fixée à 100.



© Source Eurostat, 2004

* SPA = standard de pouvoir d'achat. Le calcul des SPA permet d'éliminer l'incidence des différences des niveaux de prix entre pays.



Les données de cadrage économique

La conjoncture

La consommation

Consommation des ménages :	9,5 millions d'Euros (2003)
Croissance annuelle de la consommation des ménages :	1,6 % (en 2003)
Taux d'inflation annuel moyen :	+ 2 % (en 2003)

© Indice des prix à la consommation nationale (IPCN).

Le commerce extérieur

Importations en valeur :	12 milliards d'Euros (2003)
Exportations en valeur :	9 milliards d'Euros (2003)
Balance commerciale :	- 3 milliards d'Euros (2003)

© Statec, 2004

L'économie luxembourgeoise est largement ouverte sur l'extérieur :
son degré d'ouverture est de 46,9 %.

Cela signifie que la moyenne des exportations et des importations de biens et services du Luxembourg représente 46,9 % de son Produit intérieur brut [degré d'ouverture = (moyenne des exportations et des importations/PIB) x100].



Une position flatteuse dans les classements internationaux

Résultat de l'importance croissante des facteurs de « compétitivité » entre les pays dans un contexte de globalisation, la pratique du « benchmarking » s'est largement répandue. Le Luxembourg tire "son épingle du jeu" dans un certain nombre de classements.

	.lu	.be	.de	.fr	Nb de Pays
PIB/habitant en SPA (2002) <i>Source: Eurostat</i>	1	9	12	16	32
PIB/personne occupée en SPA (2002) <i>Source: Eurostat</i>	1	4	12	7	32
World competitiveness Scoreboard (2002) <i>Source: Internat. Institute for management and development</i>	3	18	15	22	59
Indice de développement humain (IDH) <i>Source: PNUD/Statec</i>	4	4	17	12	173
Digital Access Index <i>Source: Union intern. des télécoms</i>	16	20	18	23	178
Network Readness Index (2003-2004) <i>Source: INSEAD et World Economic Forum</i>	14	24	11	19	102



L'infrastructure est le point de départ pour garantir une bonne connectivité du pays, et offrir des services de télécommunications de qualité. La qualité de l'infrastructure est un indicateur de base pour juger du niveau de préparation d'un pays à la société de l'information.

En bref

- Une bonne infrastructure en fibres optiques
- Fort développement des liaisons haut débit
- L'ADSL accessible sur tout le territoire



Un investissement important consenti dans l'infrastructure...

	Total (M US\$)	par habitant (US\$)	par abonné au tel (US\$)	en % des revenus
Luxembourg	72,3	164,5	95,7	21
Europe	61 011	76,4	84,1	17,8
Monde	182 763	31,1	83,5	23,2
US	29 620	104	92,7	-
France	5 471,7	91,8	75,5	17,1
Allemagne	6 632,1	80,4	58,3	11,4
Belgique	753,8	72,8	56,9	11

Source : UIT, 2003. Chiffres 2002.

Dépenses TIC en % du PIB : **8,0 %**
Moyenne EU : **7,3 %**

Source Eurostat, 2002.



... qui permet de disposer de bons volumes de bande passante

Le Luxembourg occupe le 10ème rang mondial en termes de largeur de bande passante par habitant.

	Largeur de bande (nb de bits/hab.)
.lu	3 293
.eu15	1 977
Monde	361
.us	1 323
.fr	3 353
.de	3 158
.be	8 113

Source : UIT, 2003. Chiffres 2002.



Les infrastructures de télécommunications



... et d'un maillage déployé sur tout le territoire

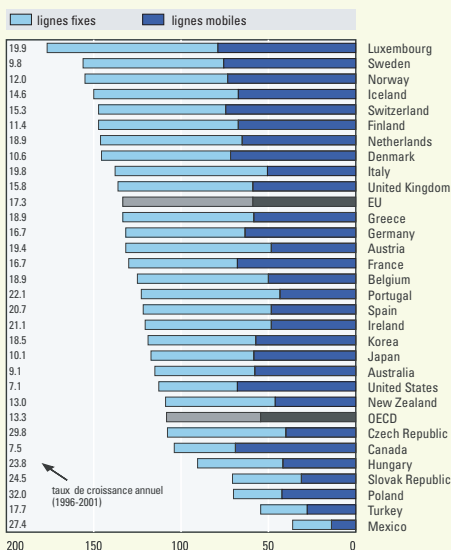
Le développement des réseaux à haut débit était une des priorités du gouvernement dans son plan d'action eLuxembourg. L'objectif fixé était une accessibilité au haut débit à hauteur de 95% de la population. Aujourd'hui, cet objectif est atteint et même dépassé : l'ensemble de la population peut avoir théoriquement accès au haut débit, soit par l'ADSL, soit par le câble.

Le Luxembourg se distingue par son infrastructure téléphonique et son excellent réseau en fibres optiques.

	Nb. de lignes tel. pour 100 hab.	Nb. d'abonnés au tel mobile pour 100 hab.
.lu	78	106
.eu15	41	20
Monde	17	18
.us	66	49
.fr	57	64
.de	65	71
.be	49	78
	Luxembourg = 4e rang européen	Luxembourg = 2e rang mondial

Source : UIT, 2003. Chiffres 2002.

Nombre de lignes pour 100 habitants (RTC + ISDN + mobiles)



Source : UIT, 2003. Chiffres 2001.



Les particuliers : l'équipement

Ordinateurs

Le taux d'équipement et de connectivité des foyers est révélateur du degré de pénétration des nouvelles technologies dans la population. Le Luxembourg, du fait de sa taille et du niveau de vie de ses habitants, se distingue par la vitesse d'appropriation de ces outils.

En bref

- **Ordinateurs**
3 foyers sur 4 équipés
8 personnes sur 10 formées à l'utilisation
- **Internet**
1 personne sur 2 se connecte régulièrement
6 foyers sur 10 connectés
- **Hauts débits**
7% de pénétration des réseaux large bande chez les particuliers (89 % ADSL et 11% CATV), tous foyers confondus
(Source ILReS pour eLuxembourg, 2003)
une croissance de 66% entre janvier 2003 et janvier 2004
(source ILR, avril 2004).



L'ordinateur, 1er pas vers la société de l'information

Le niveau de vie luxembourgeois a contribué à propager l'usage de l'ordinateur, qui est aujourd'hui largement démocratisé.

- 74% des foyers équipés, dont
 - 9 familles (avec enfants) sur 10
 - 42% des foyers de retraités
 - 1,22 ordinateur par ménage (en moyenne)
- > *Saturation du marché, les nouveaux PC achetés sont des machines de remplacement.*
- > *Forte démocratisation : il y a peu d'influence du milieu social ou de la nationalité.*
- 78% de la population sait utiliser un ordinateur
 - 97% des jeunes de 12-25 ans maîtrisent l'outil
 - 56% de la population active utilise un ordinateur à des fins professionnelles (Eurostat 2002). EU : 53%

Source ILReS, 2003

	2001	2002	2003
Foyers équipés de PC	63 %	70 %	74 %
% de la population sachant utiliser un PC	67 %	74 %	78 %

Source ILReS, 2003



Les particuliers : l'équipement

Internet

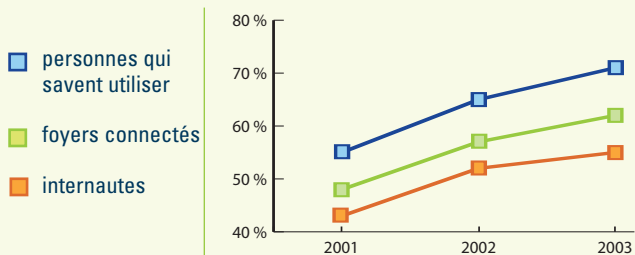


Internet, toujours plus répandu...

En l'espace de quelques années, une large part de la population est devenue familière d'Internet. La jeune génération, qui est née avec, a complètement assimilé le réseau et ses usages.

- 62% des foyers sont connectés
- 55% de la population utilise régulièrement Internet (au moins une fois par semaine) contre 43% en 2001
- 65% des hommes... 45% des femmes
- 7 personnes sur 10 ont déjà utilisé Internet
- 95% des jeunes de 12-25 ans savent l'utiliser, sans distinction de sexe, d'âge, de nationalités ou de catégories socio-professionnelles.
- 85 % des jeunes de 12-25 ans l'utilisent régulièrement, *Source ILReS, 2003*
- 100% des écoles secondaires et 70% des écoles primaires ont un accès Internet. *Source Restena*

Evolution de la pénétration d'Internet dans la population



Source ILReS 2003 pour eLuxembourg

Les plus connectés

- Les employés de bureau et les cadres sup. (85 % et 91%)
- Les hommes de 19-49 ans (78 %)
- Les jeunes de 12-25 ans (71%)
- Les foyers avec 2 enfants (63%)

En ce qui concerne les tarifs d'accès à Internet, une pondération avec le PIB fait apparaître un bon positionnement du Luxembourg. Ainsi, le Luxembourg occuperait le 6ème rang à l'échelle européenne en ce qui concerne le prix aux 100 Kbits, si on fait entrer en jeu ce paramètre du PIB.



Les particuliers : l'équipement

Internet

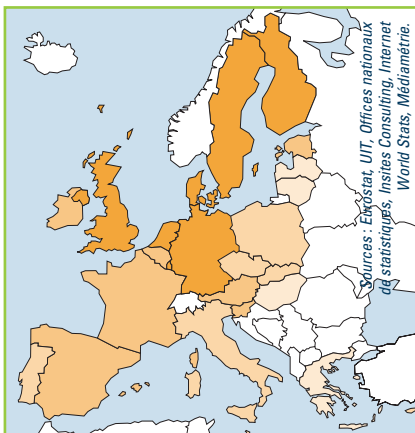


Comparaison avec l'étranger

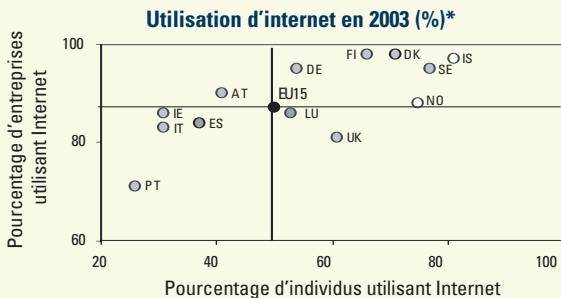
La comparaison avec l'étranger fait apparaître le Luxembourg situé dans le peloton de tête des pays européens les plus connectés, juste derrière les pays scandinaves.

Pénétration d'Internet dans la population européenne

.lt : 8 %	.hu : 14 %
.gr : 16 %	.lv : 17 %
.pl : 23 %	.sk : 26 %
.pt : 26 %	.mt : 27 %
.cz : 27 %	.it : 29 %
.cy : 29 %	
.ie : 31 %	.ee : 33 %
.es : 37 %	.at : 41 %
.fr : 45 %	.si : 47 %
.be : 48 %	
.lu : 53 %	.de : 54 %
.uk : 61 %	.nl : 66 %
.fi : 66 %	.dk : 71 %
.se : 77 %	
(.eu15 : 50 %)	



Eurostat a établi une comparaison de l'utilisation d'Internet par les individus et les entreprises dans plusieurs pays européens. L'axe horizontal montre qu'en 2003, 50% de la population européenne utilise Internet ; l'axe vertical indique que 87% des entreprises sont connectées à Internet. Le Luxembourg est très proche de la moyenne européenne.



Données non disponibles pour la France et la Belgique.

Source : Eurostat, 2003

* Pour plus d'informations sur la pénétration d'Internet dans les entreprises, se reporter aux pages 20 à 22.



Les particuliers : l'équipement

Haut débit



Le haut débit, en pleine expansion...

- 7 % des foyers sont connectés au haut débit (fin 2003).
Croissance de +0,5 point par mois.
Répartition : 89 % en ADSL et 11% en câble TV.
source : eLuxembourg, 2004
- 12 439 foyers connectés en large bande en octobre 2003, répartis comme suit :
 - 10 869 foyers connectés à l'ADSL (6858 en janvier 2003)
 - 1 570 foyers connectés au CATV (597 en janvier 2003)*sources : ILR, Commission européenne, janvier 2004.*
- + 66% de lignes haut débit entre janvier 2003 et octobre 2003.
source: ILR, 2004.

Connecter les résidents à de hauts débits fait partie des priorités du gouvernement, qui table sur:

- ... un taux de 25 % de foyers connectés au haut débit à l'horizon 2005
- ... le fait que toutes les administrations publiques soient dotées de connexions haut débit en 2005 (objectif atteint mi-2004).



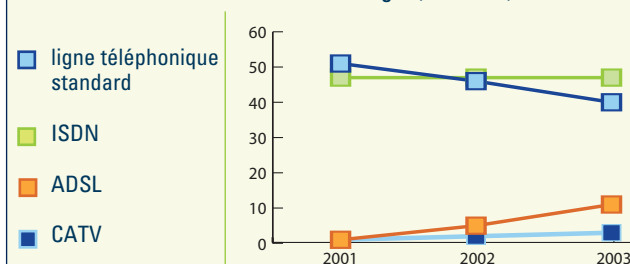
Note : ne pas confondre "Foyers connectés à Internet par l'ADSL" (base de calcul = foyers connectés) et "Foyers connectés à l'ADSL" (base de calcul = total des foyers).



Une croissance exponentielle des connexions à Internet par l'ADSL... ... au détriment des lignes standard et de l'ISDN

- croissance exponentielle sur 2 ans du nombre de foyers connectés qui choisissent l'ADSL (passés de 1% à 11% entre fin 2001 et fin 2003).
- croissance modeste du nombre de foyers qui se connectent à Internet par le câble TV.
- stagnation des connexions via l'ISDN et baisse des connexions à Internet par la ligne standard.

Mode d'accès Internet des ménages (2001-2003). ILReS



Les particuliers : l'équipement

Haut débit

Comme pour l'ISDN dans les années 90, après un démarrage tardif comparativement aux pays limitrophes, le Luxembourg rattrape et même dépasse rapidement la moyenne européenne. Sa petite taille lui permet d'être réactif et de déployer rapidement une technologie.

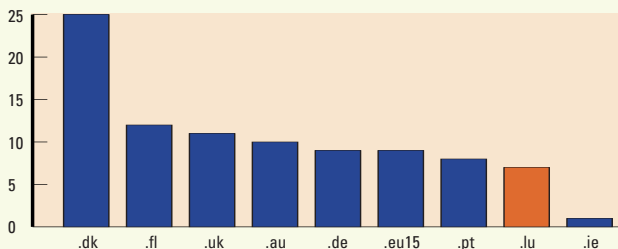


Une comparaison avec l'étranger

Le taux de connexion moyen aux réseaux large bande par les foyers européens se situe aux alentours de 9%, ce qui place le Luxembourg légèrement en-deçà avec ses 7%.

Les résultats sont meilleurs pour le pays en ce qui concerne la connexion des entreprises au haut débit (voir page 21).

Le taux de connexion en haut débit des foyers européens *



*A l'exception d'un certain nombre de pays, pour lesquels les données ne sont pas disponibles.
Source Eurostat, 2004. Données 2003



L'usage qui est fait du réseau révèle le degré d'appropriation de l'outil par les utilisateurs, qui diversifient et intensifient leur exploitation du réseau. Internet devient un outil du quotidien.

En bref

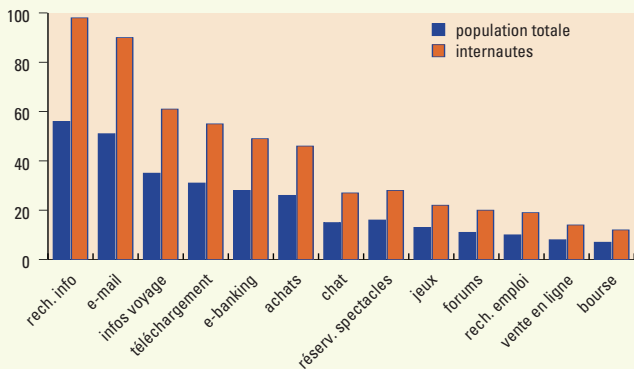
- 1 internaute sur 2 a déjà acheté en ligne
- 1 internaute sur 2 fait de l'e-banking
- 6 internautes sur 10 ont déjà préparé leurs voyages en ligne
- 1 internaute sur 3 est déjà entré en contact par Internet avec une administration publique ou avec le gouvernement (soit 20% de la population)

Source ILReS, 2003



Internet : pour communiquer et rechercher

Services utilisés (population totale et internautes)



Source ILReS, 2003

Il faut lire par exemple : 28 % des internautes réservent leurs spectacles en ligne, soit 16 % de la population totale (internautes et non-internautes confondus)

L'étude Statec sur les ménages (voir sources) évoque encore 42% d'internautes ayant consulté des journaux en ligne et 8,7 % ayant téléphoné via Internet.

Les chiffres indiquent que plus on est familiarisé avec le réseau, plus on est susceptible d'en diversifier l'usage que l'on en fait. On ne cloisonne pas Internet dans un rôle limité à la communication ou à la recherche d'informations, dans un contexte professionnel, scolaire ou familial : il devient l'outil à tout faire, la réponse à un besoin d'information, quel qu'en soit la nature ou le contexte.





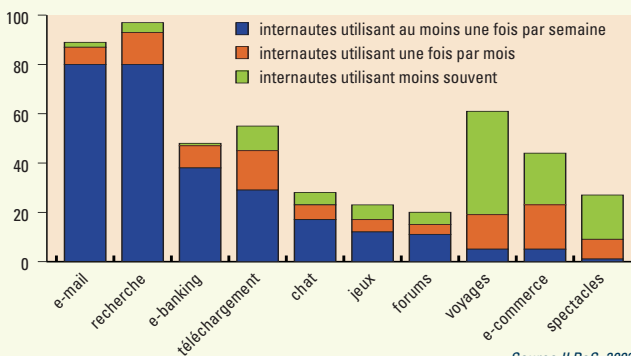
e-commerce et e-tourisme : des services populaires mais utilisés épisodiquement

La variété des services utilisés masque de grandes variations dans la fréquentation de ces services.

Ex : 61% des internautes ont déjà utilisé Internet pour préparer leurs déplacements, mais c'est un usage épisodique : seuls 19% y ont recours au moins une fois par mois.

Pour certaines applications comme le chat, le jeu en ligne ou le téléchargement, les internautes sont peu nombreux mais particulièrement actifs (utilisation hebdomadaire voire quotidienne).

La fréquence d'utilisation des services en ligne



Source ILReS, 2003



L'e-gouvernement

Les autorités luxembourgeoises sont à l'origine de nombreux projets d'administration en ligne, afin de rendre les démarches des citoyens et des entreprises plus faciles et l'administration plus transparente (voir le chapitre dédié aux initiatives du gouvernement en faveur de la société de l'information, page 23).

Mi-2004, ces services sont en phase de mise en place.

Selon les enquêtes ILReS 2003 :

- 19% de la population est déjà entrée en contact par Internet avec une administration...
- soit 32% des internautes
- 7 personnes sur 10 jugent "utiles" les démarches en ligne (1 internaute sur 2 les juge "très utiles").

Ces chiffres sont corrélés par le Statec, qui parle de 47% d'internautes ayant déjà recherché des informations sur les sites administratifs, et de 31% y ayant téléchargé des documents officiels.



L'e-commerce est un indicateur à part entière du degré d'appropriation du réseau par la population. La percée puis le développement du commerce électronique démontrent en particulier la confiance grandissante des internautes dans le réseau.

En bref

- un quart de la population a déjà fait des achats en ligne (internautes et non internautes confondus)
- 1 internaute sur 2 a déjà effectué des achats sur Internet
- un quart d'entre eux achète en ligne au moins une fois par mois
- 14% des internautes ont déjà vendu des produits sur des sites d'enchères (Source ILReS, 2003)
- 20 % des cartes de crédit luxembourgeoises ont déjà été utilisées pour effectuer des achats en ligne

(Source Cetrel, mars 2004)

	2001	2002	2003
% de la population totale ayant déjà acheté sur Internet	15 %	23 %	26 %
% des internautes ayant déjà acheté sur Internet	39 %	44 %	46 %

Source ILReS, 2003



L'e-commerce au Luxembourg : pour acheter à l'étranger...

Au Luxembourg, l'e-commerce est caractérisé par des achats réalisés pour la plupart sur des sites étrangers.

Seulement 6 000 transactions effectuées chez des e-marchands luxembourgeois au 1er trimestre 2004...

... mais un chiffre en croissance de 77% par rapport au 1er trimestre 2003.

Environ un million de transactions ont été effectuées sur Internet par les porteurs de cartes luxembourgeoises en 2003 (volume total des transactions effectuées par des cartes luxembourgeoises en 2003 en ligne ou dans les commerces : 27 millions)

Source Cetrel, mars 2004



... surtout des livres, des films, de la musique

Le Luxembourg se distingue, à l'échelle européenne, par la nature des produits achetés en ligne : livres, voyages, CD/DVD.

Types de biens et services achetés sur Internet par les Européens en 2003 (pour leur usage privé)

	.at	.de	.dk	.gr	.es(*)	.fi	.ie	.se	.uk	.lu	variation .lu 03-04
livres/magazines	50%	41%	18%	46%	14%	12%	33%	57%	40%	60%	+ 5%
voyages	27%	14%	27%	22%	22%	8%	47%	53%	59%	42%	+40%
films/musique	24%	21%	13%	20%	11%	7%	25%	62%	51%	31%	0%
logiciels et jeux vidéo	17%	15%	13%	17%	8%	4%	11%	21%	25%	23%	+ 43%
spectacles	26%	11%	30%	19%	18%	7%	24%	48%	45%	21%	+10%
équip. électro.	13%	16%	11%	6%	6%	3%	8%	20%	21%	20%	+185%
vêtements, sport	29%	33%	20%	13%	6%	12%	12%	50%	30%	20%	+25%
matériel informatique	13%	11%	15%	29%	9%	6%	7%	24%	19%	17%	+70%
services financiers	5%	4%	4%	1%	4%	3%	3%	13%	24%	8%	-33%
épicerie	8%	7%	6%	8%	9%	0%	8%	7%	22%	7%	-12,5%
loteries et paris	2%	4%	2%	0%	1%	15%		5%	3%	1%	0%

(*) achats dans les 3 derniers mois

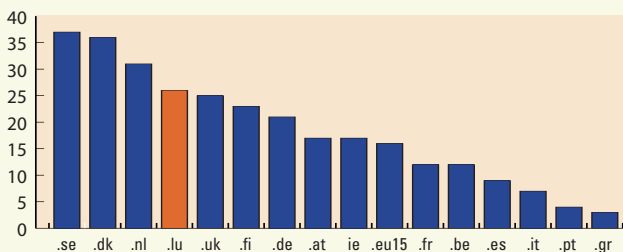
Source Eurostat, 2004. Données 2003



Une comparaison avec l'étranger

Des Luxembourgeois qui achètent facilement en ligne (4ème rang européen)...

% de la population ayant fait des achats sur Internet en 2003.



Source Eurobaromètre, 2004 (données sept. 2003)

...mais qui se disent particulièrement concernés par les questions liées à la sécurité des transactions sur Internet (61 % d'entre eux, contre 48 % de moyenne en Europe) et 34% invoquent même leur manque de confiance dans le réseau pour ne pas acheter sur Internet (moyenne européenne : 25%).



La pénétration des NTIC dans les entreprises

Pour les entreprises, Internet peut constituer un moyen de réduire les coûts de production et de vente, de conquérir de nouveaux marchés, de mieux connaître les besoins des clients et donc d'anticiper leur demande... même si Internet représente avant tout pour elles une opportunité de s'informer et de se faire connaître.

En bref

- 97,5 % des entreprises de plus de 10 salariés sont informatisées
- 9 sur 10 sont connectées à Internet (6 sur 10 en 2001)
- 7 sur 10 disposent d'une présence Internet (1 sur 2 en 2001)
- 1 sur 2 dispose d'un intranet
- 1 sur 8 vend en ligne
- 1 sur 6 achète en ligne
- 1 sur 2 a une connexion haut débit *Source Statec/Ceps, 2003*



Internet : outil d'information avant tout

98% des entreprises déclarent utiliser Internet pour "chercher des informations", notamment des informations issues des autorités publiques, pour 76% d'entre elles (*source Statec, 2003*).

Réciproquement, la plupart des entreprises qui disposent d'un site l'utilisent comme un simple outil de présentation de leurs activités, sans interaction ou services proposés au visiteur.

Nature des sites Internet des entreprises de + de 90 salariés :
64% de sites d'information
25% de sites de services
11% de sites transactionnels

Source Ministère de l'Economie, Diagnostic Internet 2003, par MindForest.



Le Luxembourg situé dans la moyenne européenne en matière de taux de connexion des entreprises...

Au Luxembourg comme à l'étranger la présence Web est proportionnelle à la taille de l'entreprise. Mais le plus fort taux de croissance sur la période 2002-2003 a été observé parmi les entreprises de 10 à 49 salariés.

> Les entreprises de moins de 10 salariés ne sont pas comptabilisées par Eurostat, alors que c'est d'elles que vient la plus forte marge de progression.

% d'utilisation d'Internet par les entreprises en 2003

Effectifs	.eu15	.be	.dk	.de	.es	.ie	.it	.lu	.nl	.at	.pt	.fi	.se	.uk
10 +	87	92	98	95	84	86	83	86	86	90	71	98	95	81
10 à 49	84	90	96	94	79	83	82	83	84	87	66	97	94	77
50 à 249	96	98	99	98	93	96	96	93	94	98	87	100	100	94
250 +	99	98	99	98	99	99	98	99	97	100	97	100	100	99

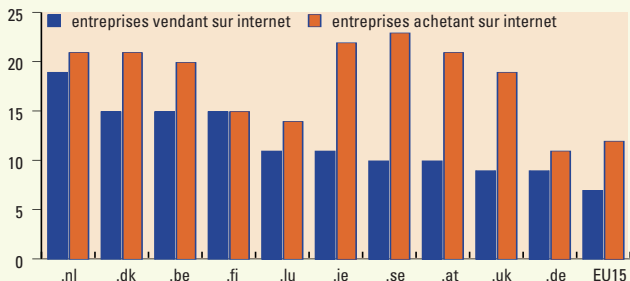
Source Eurostat 2004, chiffres 2003





... et plutôt bien placé pour la vente et l'achat

% d'entreprises faisant du commerce sur Internet



Source Eurostat 2004, chiffres 2002

Comme pour la présence en ligne, la vente et l'achat via Internet ont une corrélation directe avec la taille de l'entreprise (une entreprise sur 4 de plus de 250 employés commerce en ligne, via Internet ou via EDI).

L'enquête Eurochambres 2004 (réalisée par la Chambre de Commerce du Luxembourg) indique que 17% des entreprises interrogées réalisaient une partie de leur chiffre d'affaires avec le commerce électronique en 2003. 56% d'entre elles pensent que le chiffre d'affaires réalisé sur Internet sera en hausse en 2004.

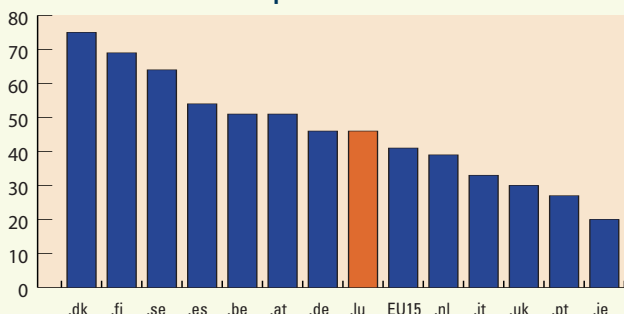


Le haut débit, aussi pour les entreprises

En matière de connexion large bande, les entreprises luxembourgeoises s'en sortent plutôt mieux que les particuliers dans le benchmarking européen.

- 46% d'entreprises connectées au haut débit (moyenne EU : 41%)

% d'utilisation des connexions large bande par les entreprises européennes en 2003



Source Eurostat 2004, chiffres 2003



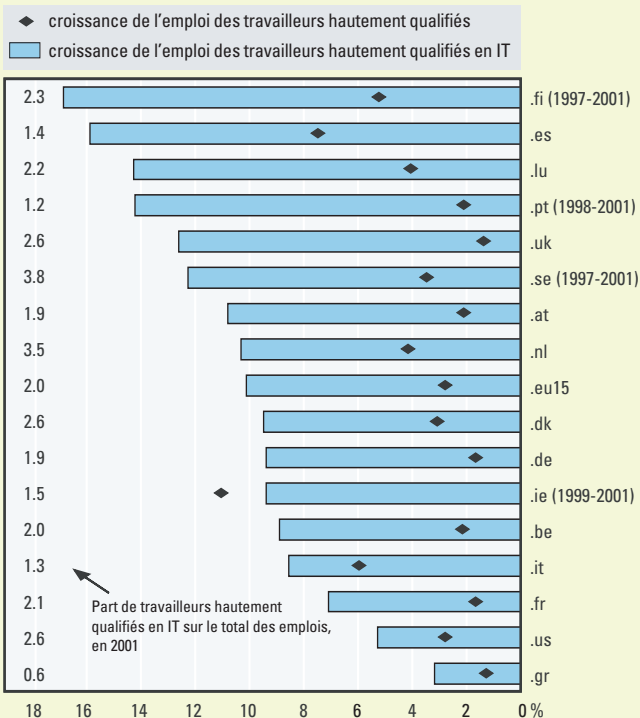


Le personnel IT

L'économie luxembourgeoise repose en grande partie sur les services aux entreprises (cf. chapitre sur les données de cadrage économique, p.3 - p.8). Le secteur IT est largement représenté au Luxembourg, ce qui se reflète dans les effectifs en matière d'employés disposant de compétences IT. Le Luxembourg a su attirer des personnes hautement qualifiées.

- 15 % de la main d'oeuvre est hautement qualifiée
- 9 ‰ de la population active sont des chercheurs (en 2000). Le Luxembourg se classe en 3ème position en Europe en ce qui concerne le taux d'employés qualifiés. Moyenne EU : 5,7 ‰.

Travailleurs hautement qualifiés et travailleurs hautement qualifiés dans le secteur IT (croissance annuelle moyenne entre 1995 et 2001)



OCDE, 2003





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

La société de l'information, une préoccupation des institutions gouvernementales depuis dix ans...

Dès 1995, des initiatives politiques allant dans le sens de la société de l'information ont été engagées au Grand-Duché, sous l'égide du "Comité Info 2000".

En 2000, **le Luxembourg s'est démarqué en étant le premier pays européen à transposer les directives européennes sur le commerce et la signature électroniques**, ce qui a donné lieu à...

- La loi du 14 Août 2000 sur le commerce électronique.
- Le règlement grand-ducal du 1er juin 2001 sur les signatures électroniques.
- La loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Ces lois concourent à fournir un cadre législatif capable d'assurer plus efficacement la protection du consommateur dans un secteur d'activité fondé sur des relations virtuelles.



La promotion du commerce électronique

Le gouvernement attache une importance toute particulière à la sécurisation du commerce en ligne, afin de garantir une sécurité optimale pour les entreprises comme pour les consommateurs.

Plusieurs initiatives traduisent cette préoccupation :

- Le **certificat "Luxembourg e-commerce certified"**, destiné à labelliser des sites transactionnels ou offrant des services, afin de gagner la confiance du consommateur et d'assurer la sécurité des transactions en ligne.



Initiative du Ministère de l'Économie en collaboration avec la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers dans le cadre de e-Luxembourg, le certificat est basé sur un audit effectué par un certificateur accrédité par l'Office Luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance (OLAS).

Pour connaître le mode de fonctionnement, les critères à respecter par les entreprises en quête de crédibilité auprès des internautes, et la liste des sites certifiés, voir sous : www.ecertification.lu.



Les initiatives du gouvernement en faveur de la société de l'information

- **Luxtrust** : en vue de favoriser l'essor du commerce électronique, les travaux de normalisation et de standardisation européens se focalisent actuellement sur **la technologie PKI (Infrastructure à clé publique)** pour la mise en place d'un outil de signature électronique permettant la sécurisation des échanges sur Internet. Le groupement d'intérêt économique LUXTRUST, établi au printemps 2003 sous l'impulsion de l'Etat luxembourgeois (Ministère de l'Economie) a pour objectif de mettre en place un centre d'excellence national dans le métier du tiers de confiance, avec une portée internationale. En juin 2004, les experts Luxtrust (représentants des banques et de l'Etat) ont rendu un rapport dégagant les opportunités d'une PKI répondant aux besoins des entreprises comme des administrations, et établissant un plan d'affaires en vue de faire financer le projet par des investisseurs. Pour plus d'informations sur Luxtrust, contacter :
GIE Luxtrust • p.a. Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur
6, boulevard Royal • L-2449 Luxembourg • tél : 478-4179



Le plan d'action eLuxembourg

eLuxembourg

Depuis février 2001, **le plan d'action eLuxembourg**, transposition du plan d'action eEurope, est lancé. Il a notamment pour ambition d'accompagner le Luxembourg dans l'évolution vers la société de l'information. Il vise à permettre, tant aux citoyens qu'aux administrations, à l'enseignement et aux entreprises, de se doter et d'utiliser efficacement les nouveaux outils électroniques de communication.

Plus de 100 projets, financés et coordonnés par la Commission nationale pour la société de l'information, s'articulent autour de grands défis tels que la promotion du commerce électronique, l'amélioration des services publics électroniques, le développement de l'accès Internet pour tous ou encore le développement des infrastructures de télécommunications.

Le plan d'action eLuxembourg comprend notamment **l'amélioration de la présence des pouvoirs publics sur Internet**. L'étude menée annuellement par Cap Gemini Ernst & Young pour la Commission européenne indique qu'en octobre 2003 seuls 15% des transactions entre l'administration et les usagers étaient complètement réalisables en ligne (45 % en moyenne en Europe). Mais le Luxembourg enregistre une des plus fortes progressions dans ce domaine, ce qui reflète la volonté du gouvernement de combler son retard (les projets eGouvernement représentent 70 % des projets eLuxembourg).

- **La présence Internet du gouvernement et des institutions publiques**
Les sites gouvernementaux ou dépendant de l'Administration publique ont été systématiquement refondus, afin de répondre à une volonté gouvernementale de proposer aux citoyens des sites pratiques et conviviaux où ils pourront trouver une information exhaustive et actualisée. En outre, le gouvernement a adopté une politique de développement de "portails thématiques" pour couvrir quelques grands



Les initiatives du gouvernement en faveur de la société de l'information

secteurs d'activité. Le premier d'entre eux est le **site du gouvernement (www.gouvernement.lu)**, édité par le Service Information et Presse du gouvernement, qui propose des informations sur les ministères et les administrations publiques, des dossiers thématiques, de l'actualité politique, des brochures, des communiqués de presse. En outre, une newsletter envoyée électroniquement permet d'être tenu au courant de l'actualité gouvernementale.

Parmi les autres portails opérationnels ou en cours de réalisation, il faut citer :

- Le **portail à guichet unique pour entreprises (www.entreprises.lu)**, coordonné par le Ministère de l'Economie. Il proposera un accès convivial et dynamique à différents thèmes de base, étroitement liés au cycle de vie d'une entreprise (création, gestion, développement de l'entreprise, usage des TICs, etc.). Il traitera des aspects administratifs et réglementaires et privilégiera l'interaction entre administrations et entreprises. Son lancement est prévu pour fin 2004.
- Le **portail "statistiques" (www.statistiques.public.lu)**, qui proposera gratuitement des données statistiques détaillées élaborées et collectées par le Statec. De nombreux documents et tableaux de chiffres seront téléchargeables depuis ce site, accessible fin 2004.
- Le **portail de l'innovation (www.innovation.public.lu)**, né en 2002 du fruit d'une collaboration entre le Ministère de l'Economie et l'agence de l'innovation, Luxinnovation. Il propose de l'information pour créer son entreprise, financer un projet, ... Le marché des technologies permet de chercher un partenaire d'affaires.
- Le **portail de la santé**, projet dirigé par le Centre de Recherche Public Santé et le Ministère de la Santé. Il fait actuellement l'objet d'une étude préliminaire de faisabilité afin de déterminer avec précision les besoins à couvrir.
- Le **portail Culture**, qui vise à devenir un instrument important de communication, de publication et de centralisation pour une collaboration transversale et active avec l'ensemble des acteurs dans le domaine de la Culture.
- Le **portail législatif Legilux (www.legilux.public.lu)**, couvrant de manière exhaustive le domaine juridique luxembourgeois (textes de lois et jurisprudence).

Une liste complète des portails en ligne peut être consultée sur le site: www.etat.lu

• Internet pour tous

Le gouvernement accorde une importance particulière au fait que l'ensemble de la population ait l'opportunité d'avoir accès à une connexion Internet. Il a donc favorisé le développement de lieux publics d'accès à Internet dans la majorité des communes. Les InternetStuffen couvrent l'ensemble du territoire (plus de 60 communes ont déjà ou sont



en train d'implémenter des InternetStuffen, et le chiffre ne cesse de croître...). Ils sont associés au « permis de conduire Internet », une formation qui permet à la population de s'initier à l'ordinateur et à Internet.

- **Internet à l'école et pour les jeunes.**

11% des projets eLuxembourg concernent l'utilisation d'Internet dans le cadre de l'enseignement.

Le projet Safe borders (www.safeborders.lu) vise à sensibiliser, voire éduquer, les citoyens et en particulier les jeunes à l'utilisation d'Internet à bon escient.

My School (www.myschool.lu) est le portail intranet de l'éducation, permettant aux élèves comme aux enseignants de collaborer en ligne, d'avoir accès à des milliers de sources sélectionnées et indexées (exercices avec leurs corrigés, encyclopédies, documents pédagogiques, ouvrages et formations en ligne,...).

Voir aussi: www.youth.lu

- **Formation Professionnelle Continue (FPC)**

Le portail de la FPC, www.lifelong-learning.lu, s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation dont la finalité est d'éveiller la prise de conscience quant à l'influence de la FPC sur l'épanouissement personnel et sur le développement de l'entreprise.

- **La simplification des procédures administratives**

Plusieurs projets ont pour objectif de favoriser le recours aux téléprocédures pour les entreprises comme pour les citoyens (mais sans recours à la signature électronique dans une 1ère phase) :

- eTVA : pour le dépôt électronique de déclarations TVA
- e-Douanes : pour présenter l'ensemble des formalités et des démarches auxquelles les entreprises doivent se soumettre
- numérisation du registre national de l'Etat civil et de la population
- eContributions : pour aider les contribuables et les représentants des personnes morales dans leurs déclarations fiscales
- Formulaire en ligne : publication des formulaires du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative (MFRA) et de l'Administration des contributions directes
- e-cadastre : pour mettre à disposition les données numérisées du cadastre

Avec ces projets, le Luxembourg est en droite ligne des objectifs du plan d'action eEurope 2005, axé sur les priorités telles que la sécurité des réseaux et des informations, ainsi que sur l'administration en ligne, l'apprentissage en ligne, les services de santé en ligne (eHealth) et le commerce électronique. Pour plus de détails sur les projets eLuxembourg, se reporter au site : www.eluxembourg.lu.



Des centres de recherche impliqués dans les initiatives de l'Etat en faveur du développement des NTIC

Le Centre de Recherche Public Henri Tudor (www.tudor.lu) s'est donné pour mission de favoriser l'innovation technologique dans les secteurs privé et public, tout en développant des projets de recherche et développement conduisant à la création de compétences. Il est également à l'origine du



Technoport Schlassgoart (pépinière d'entreprises située à Esch-sur-Alzette, hébergeant plusieurs « start-up »). Le Centre de Recherche Gabriel Lippmann (www.crppl.lu) a développé quant à lui une « cellule de recherche, d'étude, et de développement en informatique », qui se focalise sur l'informatique de gestion. Le 3ème Centre de Recherche luxembourgeois, le CRP Santé, a créé en 2000 un institut des biotechnologies (www.sante.lu).



Luxembourg, un pôle de diffusion de contenus multimédia...

SES-GLOBAL est un des fleurons de l'économie luxembourgeoise, né en 1986 sous l'impulsion de l'Etat luxembourgeois (qui a apporté 20 % du capital initial). Il est l'un des plus importants opérateurs de services satellitaires au monde, avec une flotte de 41 satellites lui permettant de distribuer du contenu vidéo et multimédia vers l'ensemble de la planète. SES-Global est né de l'association, en 2001, de SES-ASTRA et GE-AMERICOM, leader du secteur aux Etats-Unis. Par ailleurs, avec ASTRA-NET, la SES-Global a créé une plate-forme fournissant des services interactifs à large bande (Internet à haut débit, multimédia, téléenseignement ...). SES-Global est détenu à 30% par l'Etat luxembourgeois, la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat et la Société Nationale de Crédit et d'Investissement. General Electric détient un autre tiers des actions ; les autres actionnaires sont des entreprises de télécommunications, des banques, des investisseurs privés ou institutionnels,...

Plus de 1000 services TV et radio sont diffusés via SES-Global, dont les programmes de RTL Group, leader européen de ce secteur qui a également implanté ses bureaux au Luxembourg. RTL appartient depuis 2001 au groupe Bertelsmann.

La présence de RTL et de SES-GLOBAL, ainsi que diverses initiatives du Gouvernement (certificats audiovisuels, création du Centre national de l'audiovisuel et du Film Fund) ont contribué au développement au cours des années 90 du secteur florissant de la production audiovisuelle.



Un ensemble d'avantages qui conduisent les entreprises étrangères à s'installer au Luxembourg :

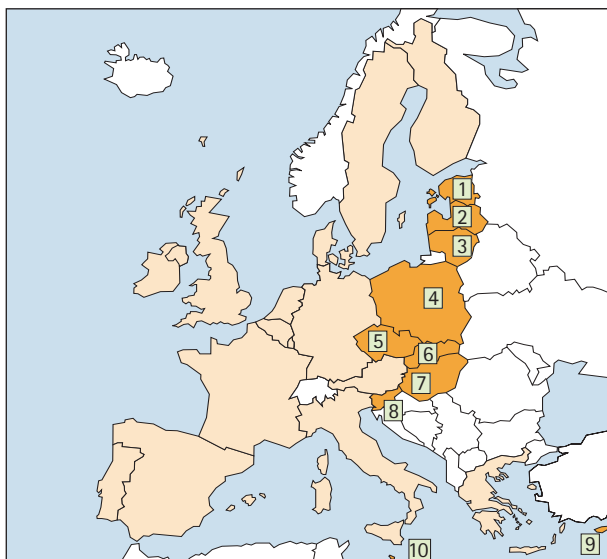
- une position géographique centrale en Europe
- le multilinguisme des résidents
- les ressources en personnel hautement qualifié
- la stabilité de l'économie
- le taux de TVA attractif appliqué sur les produits et services vendus en ligne (max. 15%).

L'ensemble de ces avantages a conduit plusieurs sociétés internationales à s'installer au Grand-Duché afin d'y créer une plate-forme de distribution de leurs produits et services vers l'Europe.

C'est notamment le cas de **AOL** et de **Microsoft** arrivées en 2003. **Apple (iTunes)** prévoit également d'installer son serveur européen de diffusion de musique sur Internet au Grand-Duché.



LA PÉNÉTRATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DANS LES NOUVEAUX PAYS ADHÉRENTS DE L'UNION EUROPÉENNE



- | | |
|------------------------------|---------------------|
| 1 : ESTONIE (.ee) | 6 : SLOVAQUIE (.sk) |
| 2 : LETTONIE (.lv) | 7 : HONGRIE (.hu) |
| 3 : LITUANIE (.lt) | 8 : SLOVÉNIE (.si) |
| 4 : POLOGNE (.pl) | 9 : CHYPRE (.cy) |
| 5 : RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (.cz) | 10 : MALTE (.mt) |

Superficie de l'Union européenne : 4 millions de km²

Population : 448 millions d'habitants (7,87 % de la population mondiale)

Langues : 21 langues officielles

En 2007, la Bulgarie et la Roumanie viendront rejoindre les rangs de l'Union Européenne.

Sources : Eurostat, offices nationaux de statistiques, UIT, INSEAD, Journal du Management, 01Net, Populationdata.net, European Information Technology Observatory 2004, eEurope 2005 : a study of the degree of alignment of the new member states and the candidate countries, Insead, 2004.

Pour comparaison avec le Luxembourg :

% internautes : 53% Nb PC/100 hab : 60

Coûts Internet (20h) : 0,9 % du PIB/hab

Largeur de bande/hab : 3293 bits/hab



Chypre



Situation politique très mouvementée, avec un pays coupé en deux depuis 1974. Le plan de paix proposé par l'ONU, qui a fait l'objet d'un référendum fin avril 2004, a été rejeté. Seule la partie grecque adhère à l'Union Européenne.

Stratégie Internet : Fort développement d'Internet dans les écoles.

Objectif : 1 PC par élève à l'horizon 2010. Chypre veut devenir le parc technologique du Proche-Orient, comme un pont unissant l'Europe au Proche-Orient. Pas de réseau de téléphonie 3G, pour une question de rentabilité (pays trop petit, avec 800 000 habitants).

Régime : république à régime multipartiste. Membre du Commonwealth britannique. Chambre des représentants : 84 membres.

Population : 715 100 **Chômage** : 4,7 % **PIB/habitant** : 14 360 €

Langue : Grec et Turc **% internautes** : 29 % **Nb PC/100 hab** : 27

Coûts Internet (20h) : 1,7 % du PIB/hab - **Largeur de bande/hab** : 236 bits/hab

Monnaie : livre chypriote (1 livre = 1,73 €) **Capitale** : Lefkosia



Malte



L'économie repose presque en totalité sur les services. Malte est reconnue pour son multiculturalisme, ce qui a pour conséquence d'attirer des jeunes venant étudier.

Stratégie Internet : Microsoft s'est engagé à investir 45 millions d'euros sur trois ans à Malte, pour permettre au pays de développer la société de l'information. Concrètement, Microsoft a pris une part active dans la mise en place de l'e-administration et distribue des packs logiciels aux étudiants à un prix modique.

Le gouvernement étudie la possibilité d'utiliser le réseau électrique pour mettre en place des accès à haut-débit sur tout le territoire.

Régime : république à régime multipartiste avec un Parlement, qui élit le président pour 5 ans. Membre du Commonwealth britannique.

Population : 397 000 **Chômage** : 8,8 % **PIB/habitant** : 10 127 €

Langue : Maltais, Anglais **% internautes** : 27 % **Nb PC/100 hab** : 26

Coûts Internet (20h) : 2,3 % du PIB/hab - **Largeur de bande/hab** : 391 bits/hab

Monnaie : Lire maltaise (1 lire = 2,35 €) **Capitale** : Valletta





La Hongrie



Une croissance de l'économie et une amélioration des conditions de vie, mais la population décroît (départ des jeunes vers l'Ouest et baisse de la natalité).

Stratégie Internet : Les Hongrois ont été les premiers à privatiser le secteur des télécommunications, dès le début des années 90, ce qui a eu pour conséquence de fortement développer les réseaux de téléphonie mobile. Retard en revanche du côté d'Internet. Les priorités : développement du haut débit et des accès Internet publics. Ils préparent le terrain pour une dématérialisation des procédures administratives.

Régime : république parlementaire. Assemblée nationale : 386 sièges

Population : 10 millions **Chômage** : 5,82 % **PIB/habitant** : 6 880 €

Langue : hongrois **% internautes** : 14 % **Nb PC/100 hab** : 11

Coûts Internet (20h) : 2,3 % du PIB/hab - **Largeur de bande/hab** : 1048 bits/hab

Monnaie : Forint hongrois (1 Forint = 0,0039 €) **Capitale** : Budapest



La Slovénie



La Slovénie est l'un des anciens pays de l'Est les plus avancés. L'Union Européenne est déjà son principal partenaire économique, ce qui a eu des conséquences favorables sur la croissance économique du pays. Le tourisme est devenu un secteur économique prépondérant.

Stratégie Internet : La Slovénie constitue un laboratoire de test des nouvelles technologies pour de nombreuses entreprises européennes (le pays a un réseau de téléphonie 3 G depuis 2003 et est entièrement couvert en fibres optiques). La Slovénie est l'un des marchés IT les plus mûrs parmi les nouveaux membres de l'Union. Près d'un habitant sur 2 est connecté et l'accès Internet est bien démocratisé, sauf dans les régions rurales, sinistrées (seuls 15 % de la population utilise Internet). Lorsque les écoles sont fermées, l'après-midi, elles se transforment en points d'accès publics à Internet pour les citoyens.

Régime : république multipartiste à régime présidentiel et parlement bicaméral (composé d'une assemblée nationale et d'un conseil national). Président élu au suffrage universel direct.

Population : 2 millions **Chômage** : 6,4 % **PIB/habitant** : 11 535 €

Langue : Slovène **% internautes** : 47% **Nb PC/100 hab** : 30

Coûts Internet (20h) : 3,1 % du PIB/hab - **Largeur de bande/hab** : 540 bits/hab

Monnaie : Tolar slovène (1 Tolar = 0,0042 €) **Capitale** : Ljubljana





La Lituanie



Une forte croissance économique, qui a contribué à faire baisser le chômage (qui se situe autour de 10%). Le pays fait partie de l'OTAN depuis mars 2004. La Lituanie dispose d'une main d'oeuvre très qualifiée.

Stratégie Internet : développement des points d'accès publics et amélioration des réseaux.

Régime : république parlementaire. Parlement : 141 sièges. Président élu au suffrage universel.

Population : 3,5 millions **Chômage** : 11,7 % **PIB/habitant** : 4 315 €

Langue : lituanien % **internautes** : 8 % **Nb PC/100 hab** : 11

Coûts Internet (20h) : 11,2 % du PIB/hab - **Largeur de bande/hab** : 94 bits/hab

Monnaie : Litas (1 Litas = 0,28 €) **Capitale** : Vilnius



La Pologne



Une frange importante de la population vit encore sous le seuil de pauvreté. C'est dans les campagnes que la situation est la plus préoccupante.

Stratégie Internet : le principal frein est économique. Un portail e-gouvernement est en phase de test. Installation de points d'accès publics à Internet dans les campagnes. Les priorités du gouvernement sont la création d'une législation comparable à celle des 15, le soutien de l'industrie des TIC, et l'amélioration de l'infrastructure. Le pays a mis en place un ministère pour le développement du secteur IT.

Régime : république à régime multipartiste avec deux assemblées législatives élues pour 4 ans et un président élu pour 5 ans. Parlement bicaméral composé d'une Diète (460 sièges) et d'un Sénat (100 membres).

Population : 38,2 millions **Chômage** : 19 % **PIB/habitant** : 5 177 €

Langue : Polonais % **internautes** : 23 % **Nb PC/100 hab** : 11

Coûts Internet (20h) : 4,1 % du PIB/hab - **Largeur de bande/hab** : 163 bits/hab

Monnaie : Zloty (1 Zloty = 0,21 €) **Capitale** : Warszawa



La République Tchèque (ou Tchéquie)



La Tchéquie est l'un des pays d'Europe Centrale les plus développés. Les conditions de vie s'améliorent, il y a croissance économique, même si certaines régions industrielles restent sinistrées.

Stratégie Internet : 88% des entreprises sont connectées, mais à bas débit. Seuls 15% des foyers sont connectés. Le pays dispose d'un ministre de l'informatique, qui veille à la diffusion des NTIC.

Régime : république multipartiste à régime présidentiel avec deux assemblées législatives. Parlement bicaméral composé d'un sénat (81 membres) et d'une chambre des députés (200 sièges).

Population : 10,2 millions **Chômage** : 8 % **PIB/habitant** : 7 205 €

Langue : Tchèque % **internautes** : 27 % **Nb PC/100 hab** : 18

Monnaie : couronne tchèque (1 couronne tchèque = 0,03 €)

Coûts Internet (20h) : 4,5% du PIB/hab - **Largeur de bande/hab** : 2189 bits/hab

Capitale : Praha



La Slovaquie



La partition avec la Tchécoslovaquie (qui a créé 2 pays : la Tchéquie et la Slovaquie) a eu pour conséquence l'avènement de l'économie de marché occidentale, ce qui a provoqué une dégradation économique du pays. Les Slovaques placent de grands espoirs dans le rattachement à l'Union Européenne pour sortir du tunnel.

Stratégie Internet : Seuls 4 % des foyers sont connectés, et le plus souvent à bas débit. Fin 2004, toutes les écoles devraient être connectées. Les Slovaques peuvent consulter les sites tchèques, dont la langue est très proche.

Régime : république à régime présidentiel. Conseil national : 150 membres élus pour 5 ans.

Population : 5,4 millions **Chômage** : 16,6 % **PIB/habitant** : 4 647 €

Langue : slovaque % **internauts** : 26 % **Nb PC/100 hab** : 18

Coûts Internet (20h) : 6,3 % du PIB/hab - **Largeur de bande/hab** : 1516 bits/hab

Monnaie : couronne slovaque (1 couronne slovaque = 0,02 €)

Capitale : Bratislava



L'Estonie



L'Estonie est le plus riche des pays baltes. Les conditions de vie de la population s'améliorent, avec une croissance économique de 5% en 2002.

Stratégie Internet : l'accès à Internet est un droit constitutionnel, toutes les écoles sont connectées, 700 lieux publics d'accès, le gouvernement travaille au travers d'un extranet.

Régime : république parlementaire à régime multipartiste. Parlement : 101 sièges élus pour 4 ans au suffrage universel. Président élu au suffrage universel indirect pour 5 ans.

Population : 1,4 million **Chômage** : 9,5 % **PIB/habitant** : 5 143 €

Langue : estonien % **internauts** : 33% **Nb PC/100 hab** : 21

Coûts Internet (20h) : 3,9 % du PIB/hab - **Largeur de bande/hab** : 410 bits/hab

Monnaie : couronne estonienne (1 kroon = 0,06 €) **Capitale** : Tallinn



La Lettonie



Le pays est en pleines réformes, notamment pour se conformer aux règles de l'Union Européenne, mais aussi pour mettre au niveau occidental les structures et encourager des investissements étrangers.

Stratégie Internet : la faible pénétration d'Internet s'explique par le fait que la population est âgée, et par le prix des communications et la mauvaise qualité du réseau. Développement de l'accès par ondes radio (débit de 8 Mbits).

Régime : république démocratique à régime multipartiste et unicaméral. La Diète (100 membres élus) élit le président pour 3 ans.

Population : 2,3 millions **Chômage** : 10,5 % **PIB/habitant** : 3 836 €

Langue : letton et russe % **internauts** : 17% **Nb PC/100 hab** : 17

Coûts Internet (20h) : 20 % du PIB/hab - **Largeur de bande/hab** : 182 bits/hab

Monnaie : Lats (1 lats = 1,52 €) **Capitale** : Riga



Pour aller plus loin

<http://www.investinluxembourg.lu>

le site du Board of Economic Development

<http://www.eco.public.lu>

le site du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

<http://www.gouvernement.lu>

le site du gouvernement

<http://www.etat.lu>

les administrations publiques luxembourgeoises sur Internet

<http://www.eluxembourg.lu>

le portail gouvernemental de la société de l'information

<http://www.statec.lu>

le site de l'office national de statistiques

<http://www.innovation.public.lu>

le site de l'agence nationale de l'innovation

<http://www.portrait.public.lu>

le portrait économique et social du Luxembourg

<http://www.ilr.lu>

le site de l'Institut luxembourgeois de régulation

<http://www.e-certification.lu>

le site du label e-commerce

<http://www.mediacom.public.lu>

le portail médias et communications

<http://www.cepros.net>

étude « Luxembourg business in the new digital economy », janvier 2004

<http://www.idate.fr>

le site propose des articles et études sur les télécommunications dans le monde

<http://www.itu.int>

le site de l'Union internationale des télécoms

<http://www.oecd.org>

le site de l'OCDE. Nombreuses études, gratuites ou payantes

http://europa.eu.int/information_society/index_fr.htm

le site sur la société de l'information, initié par la Commission européenne



Chiffres et données sur le Luxembourg

Note de conjoncture du 1er trimestre 2004 : "L'économie luxembourgeoise en 2003 et évolution conjoncturelle récente". Disponible sur le site du Statec. (www.statec.lu)

Economie et statistiques, n°1. Publication du Statec, 2004. Comprend notamment les chapitres : "Commerce électronique et conjoncture: les entreprises à contre-courant ?" et "Devenir internaute: les facteurs décisionnels, focus sur une démarche pluridisciplinaire".

Portrait Economique et Social du Luxembourg, édité par le Statec et disponible à l'adresse www.portrait.public.lu.

Enquête Eurochambres 2004. Disponible sur le site de la Chambre de Commerce du Luxembourg (www.cc.lu).

Le Luxembourg en chiffres. Une publication annuelle du Statec, disponible sur le site du Statec.

Economie et Entreprises n°2. Les technologies de l'information et de la communication dans les ménages résidant au Luxembourg (année 2003). Statec/CEPS-INSTEAD, avril 2004. Document disponible auprès du Statec.

Economie et Entreprises n°1. Les entreprises et les technologies de l'information et de la communication en janvier 2003. Statec/CEPS-INSTEAD, mars 2004. Document disponible auprès du Statec.

Tendances de l'Internet au Luxembourg en 2003. Synthèse réalisée par MindForest pour eLuxembourg, à partir d'enquêtes ILReS et de sources variées. Disponible sur le site www.mediacom.public.lu.

Diagnostic Internet 2003. Pour caractériser la présence Web des entreprises luxembourgeoises en termes qualitatifs et quantitatifs. Une étude du Ministère de l'Economie, par MindForest. Disponible sur le site de MindForest (www.mindforest.com).

Chiffres et données de sources européennes

Utilisation d'Internet par les individus et les entreprises.
Statistiques en bref - Industrie, commerce et services -
Thème 4 - 16/2004. Disponible sur le site Eurostat.
(www.europa.eu.int/comm/eurostat)

Statistiques de la société de l'information en Europe.
Statistiques en bref - Industrie, commerce et services -
Thème 4 - 38/2003. Disponible sur le site Eurostat.

STI scoreboard 2003 - Information economy, OCDE.
Disponible sur le site de l'OCDE.
(www.oecd.org)

Information society statistics - Pocket book édition 2003.
Commission Européenne, 2003.
Disponible sur le site Europa www.europa.eu.int).

World telecommunication development report :
access indicators for the information society, UIT, 2003.
Disponible en téléchargement payant sur
www.itu.int/publications.

Birth of broadband, UIT, 2003.
www.itu.int/publications

European Information Technology Observatory 2004 (www.eito.com)

eEurope 2005

A Study of the degree of alignment of the new member states and the
candidate countries. Insead 2004.
Disponible sur le site www.euractiv.com.





conception, analyse et réalisation
www.mindforest.com